

## Compte rendu

---

### Ouvrages recensés :

*Les syndicats dans la société française*, par René Mouriaux, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1983, 272 pp., ISBN 2-7246-0480-6

*I sindacalisti*, par Gloria Pirzio Ammassari et Francesco Mattioli, Bari, De Donato, 1982, 158 pp., CL 07-0501-2.

par Dimitri Weiss

*Relations industrielles / Industrial Relations*, vol. 38, n° 4, 1983, p. 922-924.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/029419ar>

DOI: 10.7202/029419ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

du volume étant donné son caractère essentiellement descriptif. C'est un peu comme si l'auteur en avait profité pour donner quelques outils de base en personnel à l'intérieur d'un ouvrage portant sur les problèmes humains en organisation.

Enfin, la cinquième partie, intitulée «Humans Must Fit in a Society» ramène le lecteur vers des préoccupations d'ordre psycho-sociologiques. Le chapitre 13 traite de conformité et de différenciation sociale et des symboles associés au divers statuts et rôles en organisation. Le chapitre 14 porte sur les problèmes de discrimination existant en organisation et les pressions légales ou sociales pour contrecarrer ce phénomène. Le chapitre 15 traite de la syndicalisation et des relations patronales-ouvrières et le chapitre 16 porte sur les relations inter-culturelles. On y traite des facteurs culturels qui influencent les rapports humains et de la façon d'aborder des relations d'affaires dans ces conditions. Quoique bien faite, cette dernière partie porte lourdement l'empreinte de la société américaine et, partant, est moins appropriée pour l'étude de ces questions en contexte canadien ou québécois.

En somme, cet ouvrage s'adresse essentiellement à ceux qui désirent prendre un premier contact superficiel avec le domaine du comportement humain en organisation. Il peut être approprié comme ouvrage d'introduction s'adressant à une population rébarbative à ce sujet. La lecture (même s'il s'agit d'un texte anglais) en est facile et saura stimuler ceux qui ont une capacité de concentration limitée. La variété des stimuli présentés devrait faciliter les discussions et favoriser, chez le lecteur, une prise de conscience de la diversité des problèmes humains reliés au travail.

Toutefois, la piètre qualité du plan suivi, le manque de rigueur du texte de même que sa facture très américanisée sont des handicaps sérieux qu'il faut prendre en considération lors du choix d'un volume d'introduction aux Relations Humaines. Il peut être intéressant

pour un professeur de s'inspirer de l'approche pédagogique suggérée dans le volume de Halloran mais sa valeur comme outil d'enseignement demeure discutable.

**Alain RONDEAU**

École des Hautes études  
commerciales Montréal

**Les syndicats dans la société française**, par René Mouriaux, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1983, 272 pp., ISBN 2-7246-0480-6

**I sindacalisti**, par Gloria Pirzio Ammassari et Francesco Mattioli, Bari, De Donato, 1982, 158 pp., CL 07-0501-2

Chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, René Mouriaux déplorait dans une note annexe de son ouvrage, immédiatement antérieur, sur **La CGT** (Paris, Éditions du Seuil, Points-Politiques, 1982), qu'«un moment focalisée sur la problématique des groupes de pression, la science politique ne jette le plus souvent qu'un oeil condescendant sur le syndicalisme, son intérêt se portant presque exclusivement sur la vie des partis, les élections et les relations internationales».

Le regard, attentif, vivant et lucide, qu'il pose sur l'univers syndical français, dément, heureusement, cette constatation, fondée, et montre, par l'oeuvre qu'il a engagée depuis un temps déjà et par ce dernier livre en particulier, combien la science politique, elle-même interdisciplinaire, peut être (et, j'ajouterais, doit être) une approche féconde du vaste domaine des relations du travail.

En phrases courtes, et en un volume mesuré, il conte, en la résumant, la saga syndicale française dans ses caractéristiques (voire ses particularismes), ses moments forts et ses faiblesses, ses combats et ses rites, ses protagonistes et ses observateurs. Et il fallait, visiblement, être doué pour traduire d'une période tel moment privilégié, ou d'un mot l'idée force d'un livre. Mouriaux en a lu, à

l'évidence, un grand nombre, toujours attentif à en déceler l'essentiel, tout en dosant, subtilement, les citations d'auteurs. Son effort, compréhensif, qui suppose l'érudition, débouche sur un texte coulant, agréable à lire, et qui devrait lui valoir un large public.

L'auteur montre, dans le traitement d'une matière sujette, plus qu'une autre, à la partisannerie, une belle objectivité, même lorsqu'il s'anime un peu plus pour pourfendre ceux qui considèrent, à son avis injustement, la CGT comme une succursale du PCF. Il a le souci de l'exactitude, du compte-rendu des faits au sens des mots. Il est original dans l'agencement des parties et des chapitres du livre: l'organisation syndicale (structures et principes de fonctionnement, les niveaux de participation, l'identité syndicale), l'action syndicale (la revendication, la grève, les institutions de représentation et de négociations collectives), le projet syndical (les idéologies syndicales, patronat et partis politiques face au syndicalisme des salariés, concurrences et unions intersyndicales). Il l'est aussi dans l'angle d'attaque. Ainsi, quand il parle de l'identité syndicale, il commence à le faire par une intéressante analyse du langage syndical, suivie par la manifestation, la flamme du souvenir, l'image du syndicalisme...

Manifestement historien lui-même, Mouriaux met à contribution les auteurs de travaux historiques, comme il n'hésite pas à se plonger dans la presse du temps pour dessiner, ou compléter, des trajectoires indispensables. Cet ouvrage, passionnant d'un bout à l'autre, écrit dans un style concis, manifeste, outre une recherche livresque sérieuse, une connaissance profonde du milieu syndical français et une sympathie à son égard qui n'exclut ni une distanciation critique, ni, parfois, de l'humour.

Mouriaux regrettait dans son livre, cité, sur *La CGT*, que «nulle sociologie des permanents n'est disponible». Il le redit dans le présent volume, en rappelant qu'«aucune sociographie n'est disponible à ce sujet»: «les caractéristiques des cadres moyens, permanents des fédérations, des unions départementales

et des grosses unions locales demeurent obscures». Et il en parle un peu lui-même, en plaçant les **cadres moyens** entre les **secrétaires confédéraux** (eux-mêmes précédés par le **premier dirigeant**), et les **militants**, dont «des enquêtes partielles permettent de préciser sommairement la sociographie». Mais, lorsque Mouriaux retient trois figures de militant — l'orateur, le négociateur, l'organisateur —, c'est, en réalité, aux dirigeants aux niveaux élevés qu'il se réfère pour les exemplifier.

Gloria Pirzio Ammassari (sociologue des relations du travail, enseignante à l'Université de Bari, qui a déjà publié sur le syndicalisme, patronal et salarié, et sur les rapports politique-syndical) et Francesco Mattioli (sociologue chercheur à l'Université de Rome, auteur, notamment, d'un ouvrage sur sociologie et sociométrie) leur consacrant un livre: **Les syndicalistes**: enquête sur les dirigeants des confédérations italiennes. Ce livre est l'exact complément, mais au plan italien, de celui de Mouriaux. Qui sont les dirigeants syndicaux, combien sont-ils, d'où proviennent-ils, quelle a été leur carrière, quelle est leur culture, comment exercent-ils leur rôle? En répondant à toutes ces questions, et à d'autres, grâce à une recherche sur le terrain rendue possible par la collaboration directe des membres des conseils généraux des trois principales confédérations italiennes, et dont ils comparent les résultats avec ceux des investigations déjà effectuées sur des thèmes similaires, les auteurs construisent la sociographie que Mouriaux appelle de ses vœux, étant entendu que le terrain, outre Alpes, était, probablement, une fois encore plus favorable à un tel effort, exemplaire, qu'en France.

Nous apprenons, dès l'intéressante préface de Gloria Pirzio Ammassari, que l'appareil organisationnel syndical compte, en Italie, à peu près 12 000 dirigeants et cadres à temps plein, c'est-à-dire des permanents. Ceci n'empêche que les dirigeants ne dépassent pas les 600-700 personnes mais en prenant en considération, par Bruno Manghi interposé, ce que Mouriaux rappelle être, traditionnelle-

ment, les trois grands niveaux de participation, l'auteur cite les dirigeants au sommet, les cadres moyens (i quadri intermedi) et la base. Et, à l'instar de Mouriaux, pour qui «permanents, les cadres sont par définition des éléments de stabilité dans la vie de l'organisation», G. Pirzio note, en citant Manghi, que c'est justement «l'élite intermédiaire qui accorde la plus grande importance aux mécanismes quotidiens de l'organisation».

Dans son introduction, G. Pirzio signale qu'actuellement l'origine sociale prolétarienne (c'est-à-dire, pour les auteurs, ouvriers, manoeuvres, journaliers agricoles) semble être de 43,4% pour les dirigeants CGIL; 41,4% pour la CISL et 33,3% pour l'UIL, la CISL apparaissant toutefois, ajoute-t-elle dans le premier chapitre, par rapport à une enquête de 1967, comme la centrale qui a vu se modifier de façon radicale les pourcentages relatifs à l'origine sociale, avec une ouverture marquée vers les dirigeants d'origine prolétarienne.

De même, la CISL (qu'on pourrait, toutes proportions gardées, comparer à la CFDT) a enregistré, dans le même intervalle, une nette diminution, de 80 à 54,8%, des dirigeants inscrits à un parti (41% si on prend en considération ceux provenant uniquement des branches d'industrie), tandis que la quasi-totalité des dirigeants de la CGIL et de l'UIL sont inscrits à un parti, pour respectivement, 97,6% et 96,7% (chapitre 4). Ce qui recoupe une autre recherche sur les dirigeants de la Fédération unitaire de la métallurgie (FLM), qui indiquait, pour chacune de ses composantes, 96,3% d'inscrits au parti pour la FIOM, 89,9% pour la UILM et seulement 31,1% pour la FIM. Le tableau 49 indique, ainsi, que parmi les 81 dirigeants répondants de la CGIL, 81 sont inscrits à un parti, dont 49 au PCI et 29 au PSI, tandis que pour la CISL 35 sur 40 ont indiqué la démocratie chrétienne, et que pour l'UIL (où, nous signale G. Pirzio, 26 dirigeants sur 58 inscrits ont changé leur affiliation politique, dont 22 passés du PSDI au PSI), 35 sur 58 appartiennent au PSI, 10 au PSDI et 8 au PRI.

D'autre part, alors que, pour Mouriaux, «le militantisme féminin est moins intense. Il est freiné par les tâches ménagères et le statut du travail féminin», pour G. Pirzio «la majeure participation féminine au niveau de base ne trouve pas son répondant dans les organes dirigeants. Plus encore, la caractérisation masculine du syndicat est encore plus nette par rapport à d'autres groupes de participation politique, tels les partis ou organes parlementaires». À quoi Mouriaux ajouterait, peut-être, que l'exemple qu'il cite de Lydia Brovelli, élue au 41e Congrès de la CGT au bureau confédéral, est doublement exceptionnel, d'abord parce qu'elle «n'appartenait pas antérieurement à la commission exécutive» et, ensuite parce que femme...

Je pourrais, ainsi, continuer à picorer dans le livre, excellent, de G. Pirzio Ammassari et de F. Mattioli, bien construit avec ses quatre chapitres (les caractéristiques socio-démographiques du dirigeant syndical, la «carrière» syndicale, rôle du dirigeant et démocratie syndicale, les rapports externes), ses 62 tableaux qui traversent le corps de l'exposé, plus ceux contenus dans les opportunes 41 pages finales comportant les «notes méthodologiques». Piquer et comparer ...

Mais, à défaut de rapprochement possible avec des données dont il faut regretter, avec Mouriaux, l'absence, l'ouvrage sur «Les syndicalistes», éclairant sur la situation italienne, demeure un exemple que des chercheurs français devraient suivre pour produire cette sociographie des permanents tant souhaitée et toujours attendue.

**Dimitri WEISS**

Université du Maine  
et Institut d'Administration  
des Entreprises, Paris